



Vente de sous-marins US à l'Australie

Déclaration

L'accord AUKUS entre l'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour la livraison par les USA à l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire doit se lire de plusieurs manières, en fonction des échéances et sur un temps long. Tout d'abord, il s'agit d'un accord de principe et les conditions précises n'en seront sans doute pas connues avant plusieurs années : notamment parce que l'Australie ne maîtrise pas du tout les technologies nucléaires, y compris pour le stockage de matériaux fissiles. L'Australie doit voter en 2022 et déjà une partie des forces politiques et de la société civile se montre opposée à l'accord AUKUS.

Cet accord confirme que pour les Etats-Unis l'ennemi est la Chine, de manière quasi-obsessionnelle. Cela se traduit par une politique aventureuse et dangereuse, et la constitution d'alliances militaires opportunistes, ad-hoc.

Ces alliances s'ajoutent à l'OTAN, qui lie 30 Etats et qui reste aujourd'hui encore la plus grande alliance politico-militaire dirigée et dominée par les USA qui en finance les deux tiers. La volonté de ces derniers à entraîner l'OTAN dans leur confrontation avec la Chine se heurte à des réticences et à des désaccords internes à l'OTAN, comme on le voit avec la Turquie, la Grèce, la France. Mais presque tous les gouvernements des Etats européens membres de l'OTAN sont d'accord pour augmenter leur budget d'armement (l'objectif des 2% du PIB est sans cesse réaffirmé), et sur l'idée d'une défense européenne complémentaire de l'OTAN.

De plus en plus, les Etats-Unis agissent directement, sans passer par son artefact qu'est l'OTAN. Ils multiplient les provocations, coups de force et initiatives unilatérales, y compris à l'égard de leurs alliés de l'OTAN. Cela vient de se manifester dans la façon dont ils ont imposé à la fois leurs sous-marins nucléaires et leur alliance militaire – l'AUKUS – entraînant la rupture du contrat de livraison de sous-marins à l'Australie par le français Naval Group. C'est une nouvelle impulsion donnée aux ventes d'armes, à la militarisation et à la prolifération nucléaire militaire et à la déstabilisation de cette zone indopacifique très stratégique. Mais elle relance aussi l'idée d'une Défense européenne, même sous tutelle de l'OTAN.

Cet accord est aussi un coup violent contre le Traité de Non-Prolifération Nucléaire qui est un des piliers du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires, de plus dans une Zone classée comme Exempte d'Armes Nucléaires (ZEAN). C'est un facteur de relance du commerce des armes qui pourrait inciter des gouvernements, notamment de pays de la région indopacifique comme l'Inde, à accroître encore leur équipement militaire, par exemple en achetant des sous-marins classiques ou à propulsion nucléaire à la France ou à la Russie.

Au-delà de l'achat éventuel par l'Australie de sous-marins aux USA, ce qui vient de se passer est significatif de la politique étatsunienne tournée essentiellement vers l'affirmation de son hégémonie, en premier lieu contre le pays censé lui contester sa puissance, c'est-à-dire la Chine. Le danger, tout réel qu'il soit, n'est pas à court terme, sans doute à 10 ou 15 ans selon le Chef d'Etat Major de

l'armée française en attendant aussi que la pandémie du COVID 19 qui paralyse beaucoup d'initiatives soit définitivement terminée. Notre planète est menacée à la fois par le dérèglement climatique et par une menace nucléaire. Par contre, la préparation à une "guerre de haute intensité, sous le seuil nucléaire" est une question ouvertement posée dans les États-majors de grandes puissances. Et cette guerre, avec les moyens militaires nouveaux comme les armes, robots et munitions autonomes, les capacités cyber, la nanotechnologie, l'intelligence artificielle, la technologies quantiques, ... nous n'en imaginons pas la réalité.

Si cette politique s'inscrit dans la durée et que « rien n'est joué », il est possible et vital de s'y opposer dès maintenant, et pour cela, la mobilisation des peuples est l'élément décisif. Les oppositions qui commencent à s'exprimer dans les pays directement concernés par l'AUKUS, en sont un signe encourageant.

Mais nous sommes aussi concernés, ici, en France.

En tant que collectif « Non à l'OTAN - Non à la guerre », nous réaffirmons la nécessité de sortir la France de l'OTAN, notamment pour empêcher d'être entraînés dans les guerres, les conflits, les tensions voulues et provoqués par les Etats Unis. L'OTAN n'a rien à faire non plus ni en Asie, ni dans le Pacifique : elle doit être dissoute.

Le 16 octobre 2021